

Cahiers des clauses administratives particulières (C.C.A.P)

Hébergement et maintenance d'une plateforme web dédiée à l'emploi pour la CCI Centre Val de Loire

Numéro de la consultation : 2025-064

Procédure adaptée articles L2123-1, R 2123-1 à R2123-8 du code de la commande publique

Le présent cahier des clauses administratives particulières comporte 9 pages

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

I. Les dispositions générales au contrat	3
II. Les clauses administratives	3
Article 1 : Objet du marché	3
Article 2 : Procédure de passation	4
Article 3 : Durée du marché	4
Article 4 : L'allotissement du marché	4
Article 5 : Les pièces contractuelles	4
Article 6 : Le suivi de l'exécution du contrat	4
Article 7 : Prix	5
7.1 Contenu des prix	5
7.2 Détermination des prix de règlement	6
7.3 Forme du prix	6
7.4 Application de la taxe à valeur ajoutée	6
8. Modalités de facturation et de règlement	6
8.1 Délai global de paiement	6
8.2 Présentation des demandes de paiement	6
Article 9 : L'exécution du contrat	7
9.1 Développement durable	7
9.2 Lieux d'exécution	7
9.3 Installation et mise en œuvre du marché	7
9.4 Opération de vérification de la mise en œuvre	8
9.5 Décision après vérification	8
Article 10 : Clause de réexamen	8
Article 11 : Garantie	8
Article 12 : Maintenance	8
Article 13 : Arrêt de l'exécution des prestations	8
Article 14 : Réversibilité et transférabilité	8
Article 15 : Confidentialité - Protection des données	8
15.1 Confidentialité	8
15.2 Protections des données à caractère personnel	9
15.3 Destruction des données	9
Article 12 : Résiliations	9
Article 13 : Exécutions aux frais et risques du titulaire	9
Article 14 : Règlement des différends	9
Article 15 : Dérogations	9

I. Les dispositions générales au contrat

Présentation de la CCI

Les Chambres de Commerce et d'Industrie de la région Centre et des six chambres territoriales ont pour missions d'accompagner les entreprises. Elles sont au service des entreprises de l'industrie, du commerce et des services, pour les accompagner, les représenter et développer leurs atouts économiques. Elles informent les entreprises et facilitent leurs formalités administratives. Elles représentent et portent les intérêts collectifs des entreprises auprès des pouvoirs publics. Elles contribuent à l'attractivité et l'aménagement du territoire en participant à la gestion de grands équipements et projets structurants.

Présentation du site Sésame Emploi

Le site Sésame Emploi appartenait historiquement à la CCI Touraine est un site internet gratuit qui regroupe des offres, des demandes d'emploi, de stage et de contrat d'apprentissage. Depuis 2017, ce site a été régionalisé afin de permettre à l'ensemble des chambres de profiter de ce son usage.

Il permet le recrutement de nouveaux collaborateurs mais aussi la recherche de compétences. C'est un outil de « *matching* » qui permet de réussir ses recrutements. L'inscription sur le site Sésame Emploi permet de bénéficier de l'exclusivité des offres détectées par les conseillers CCI qui visitent les entreprises. Le site qui est actuellement déployé sur l'ensemble des départements et permet de faire bénéficier des demandes et des offres locales.

II. Les clauses administratives

Article 1 : Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'hébergement, la fourniture et la maintenance d'une solution informatique de bourse à l'emploi incluant des technologies de Matching CleverConnect ou équivalent.

Les prestations consistent à mettre à disposition de la CCI Centre-Val de Loire et aux six CCI Territoriales dépendante, une solution « clé en main » sous la marque Sésame Emploi visant à favoriser le recueil d'offres, de CV et faciliter les recrutements.

Le présent marché devra respecter les prescriptions techniques développées dans le présent Cahier des Clauses Administratives et Techniques particulières.

Code CPV :

72267000-4 et 02 et 72267100 - Services de maintenance et de réparation de logiciel / Maintenance de logiciels de technologies de l'information

72415000 - Services d'hébergement pour l'exploitation de sites WWW

Article 2 : Procédure de passation

Le marché est passé la procédure adaptée conformément aux articles L2123-1, R 2123-1 à R2123-8 du code de la commande publique.

Article 3 : Durée du marché

Date de début du marché : à la date de notification du marché.

Durée du marché : 1 ans renouvelable 3 fois par tacite reconduction par période d'un an soit un total de 4 ans, avec possibilité de résiliation à tout moment.

Par application de l'article R.2112-4 du code de la commande publique, il est expressément stipulé que le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

En cas de non-reconduction du marché, la CCI Région Centre Val de Loire le notifiera au titulaire 3 mois avant la date anniversaire du marché. Le titulaire du marché ne pourra prétendre à aucune indemnisation.

Dépassé ce délai et / ou en cas d'absence de non-reconduction, le marché est automatiquement reconduit pour une période supplémentaire, jusqu'au terme maximum du marché.

Article 4 : L'allotissement du marché

Le présent marché fait l'objet d'un lot unique, afin de ne pas rendre l'exécution des prestations difficiles et le cas échéant, les prestations trop coûteuses conformément à l'article L.2123-11 du code de la commande publique.

Article 5 : Les pièces contractuelles

En complément de l'article **4.1. du CCAG-TIC** les pièces contractuelles constitutives du marché comprennent, et prévalent dans un ordre de priorité, en cas de contradiction entre les stipulations de ces pièces dans l'ordre ci-après :

- L'Acte d'Engagement (AE), et ses éventuelles annexes financières (DPGF)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP), à accepter sans aucune modification,
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), à accepter sans aucune modification,
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administrative générales des marchés publics de techniques de l'information et de la communication ;
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux prestations, objet du marché.
- L'offre technique du titulaire et ses éventuelles annexes
- Les actes spéciaux type avenants, postérieurs à la notification du marché,
- L'accord sur la protection des données personnelles et le questionnaire général sur le traitement des données à caractère personnel

Article 6 : Le suivi de l'exécution du contrat

Référent technique du projet

Monsieur Christophe ABADIE, Directeur Emploi Compétences

Téléphone : 0647248063

Mail : christophe.abadie@centre.cci.fr

Référent administratif du projet

Madame Voisin Laure : Juriste marché publics

Téléphone : 0662932654

Mail : laure.voisin@centre.cci.fr

Réunion de lancement du marché

Une réunion de lancement aura lieu avant le commencement de la prestation. Cette réunion aura pour but de :

Présenter les intervenants,

- Valider le périmètre du projet en présentant les composantes de la réponse du titulaire,
- Valider le déroulement du projet (méthodologie et planning),
- Valider une terminologie commune et les règles de validation à respecter pour les différents échanges à venir
- Qualifier et valider les livrables attendus,
- Echanger les informations et documentations nécessaires au démarrage du projet,

La réunion de lancement sera pilotée par les référents de la CCI régions Centre Val de Loire. Un compte-rendu sera établi par le titulaire du marché sous 72 heures et transmis pour validations aux référents de la CCI régions Centre Val de Loire.

Article 7 : Prix

7.1 Contenu des prix

En complément au 10.1.3 du C.C.A.G-TIC, les prix sont réputés comprendre :

- Toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation et les fournitures ;
- Tous les frais afférents s'il y a lieu au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au transport jusqu'au lieu d'exécution ou de livraison ;
- Toutes sujétions nécessaires à l'exécution des services,
- Les frais de livraison et d'installation sur site,
- Les frais de maintenance et de garantie.

Concernant la maintenance en complément de l'article 10.1.4 du C.C.A.G-TIC, les prix sont réputés comprendre :

- La rémunération du titulaire,
- La valeur des pièces ou éléments nécessaire à la maintenance,
- Les frais de la main-d'œuvre affectée,
- Les indemnités de déplacement,

Ces prix tiennent compte notamment de toutes les charges et de tous les aléas pouvant résulter de l'exécution du marché y compris celles qui n'ont pas été explicitement décrits mais qui sont néanmoins nécessaires pour l'exécution de la prestation.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des contraintes techniques de tous ordres et des zones d'interventions du pouvoir adjudicateur, et d'en avoir tenu compte dans l'établissement de sa proposition.

7.2 Détermination des prix de règlement

Le marché est traité à prix forfaitaire. Les prix sont déterminés de manière forfaitaire en fonction des prestations réalisées dont le libellé est donné dans le DPGF – Décomposition du Prix Global Forfaitaire

Les prix sont établis hors TVA. Ils concernent un service clé en main. Ils tiennent compte de toutes sujétions nécessaires à l'exécution des services.

7.3 Forme du prix

Le prix est réputé être ferme pour l'ensemble de la durée du marché.

7.4 Application de la taxe à valeur ajoutée

Les montants des comptes sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'exécution de la prestation.

8. Modalités de facturation et de règlement

8.1 Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.2 Présentation des demandes de paiement

Les factures afférentes au marché seront établies en un original et 2 copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les nom, n° siret et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- le numéro et la date du marché et de chaque avenant et du bon de commande correspondant ;
- la prestation exécutée ;
- le montant hors T.V.A. de la prestation exécutée, éventuellement ajusté ou remis à jour ;
- le prix des prestations accessoires ;
- le taux et le montant de la T.V.A. ;
- le montant total des prestations exécutées ;

- la date.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Toute facture transmise en dehors de ce portail pourra être rejetée par la personne publique.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation.

Conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, pour être valable, la facture dématérialisée doit comporter toutes les mentions requises sur la facture au format papier.

De même, doivent figurer sur la facture dématérialisée : L'identifiant de l'émetteur et du destinataire sur Chorus Pro (SIRET ou numéro de TVA intracommunautaire, RIDET, numéro TAHITI, etc.)

8.3 Modalités de paiement (Joindre un RIB en PDF)

L'acheteur se libérera des sommes dues au titre du présent marché par virement bancaire (joindre obligatoirement un RIB).

En cas de paiement sur un seul compte :

Nom de l'établissement bancaire.....

Raison sociale du titulaire du compte :.....

Numéro du compte :.....

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique selon la réglementation en vigueur.

Article 9 : L'exécution du contrat

9.1 Développement durable

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière de protection de l'environnement. Le titulaire doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

9.2 Lieux d'exécution

Les prestations peuvent être réalisées à la CCI Centre Val de Loire ou le cas échéant dans l'une des six CCI départementales profitants du présent marché.

9.3 Installation et mise en œuvre du marché

En complément à l'article 29 du CCAG-TIC, l'installation est la mise en œuvre du marché sont réalisées par le titulaire du marché dans un délai raisonnable. Ce dernier envoie, au pouvoir adjudicateurs un procès-verbal de mise en ordre du marché et lui indique s'il sera présent aux opérations de vérification.

9.4 Opération de vérification de la mise en œuvre

En complément de l'article 30 du CCAG-TIC, l'opération de vérification doit être réalisée dans un délai de 15 jours suivant la notification du procès-verbal de la mise en ordre du marché.

9.5 Décision après vérification

La décision d'après-vérification se déroule conformément à l'article 33 du CCAG-TIC.

Article 10 : Clause de réexamen

Cf à l'article 27 du CCAG-TIC

Article 11 : Garantie

Cf article 36 du CCAG-TIC.

Article 12 : Maintenance

Cf articles 40.1 et 40.2 du CCAG-TIC.

Article 13 : Arrêt de l'exécution des prestations

Cf à l'article 41 du CCAG-TIC.

Article 14 : Réversibilité et transférabilité

Par dérogation au CCAG-TIC, le titulaire arrivant à échéance s'engage pendant la période de mise en œuvre de la réversibilité ou de la transférabilité, à fournir à l'acheteur et au nouveau titulaire, un accès aux matériels et aux logiciels, sous réserve que cet accès n'affecte pas l'exécution habituel du marché.

Article 15 : Confidentialité - Protection des données

15.1 Confidentialité

En complément de l'article 5.1 du CCAG-TIC, chacune des parties s'engage à respecter le caractère confidentiel des informations confidentielles de l'autre partie échangées au titre du présent marché et à ne pas révéler ou laisser à la disposition de tiers, sans avoir obtenu l'accord préalable et écrit de l'autre partie, sauf une injonction d'un tribunal ou de toute autorité de contrôle. En outre, chacune des parties s'engage à prendre les mêmes précautions pour conserver le caractère confidentiel des informations de l'autre partie que celles qu'elle observe habituellement pour ses propres informations confidentielles.

Le titulaire s'engage à ne pas utiliser les données à d'autres fins que celles relatives à l'exécution du marché et à maintenir confidentielles les communications de toute nature (schémas, relevés, études, installation et réseaux, etc.) dont il a eu connaissance au cours de la procédure comme de l'exécution du contrat concernant la CCI Centre-Val de Loire.

Les données techniques, économiques et stratégiques déclarées comme telles par la CCI Centre-Val de Loire, sont considérées comme confidentielles.

A la fin du contrat, l'obligation survivra à la charge du prestataire et de ses collaborateurs pendant une durée de deux années à partir du terme ou de la résiliation adressée.

15.2 Protections des données à caractère personnel

Les parties au présent contrat sont tenues au respect des règles européennes et française, applicable au traitement des données à caractère personnels mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché. Le titulaire et le pouvoir adjudicateur sont tenue de respecter les dispositions de l'article 5 et notamment 5.2 du CCAG-TIC.

15.3 Restitution et Destruction des données

Application de l'article 37 du CCAG-TIC.

Article 12 : Résiliations

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celle-ci conformément aux dispositions des articles 48, 49, 50 et 51 du CCAG-TIC.

Article 13 : Exécutions aux frais et risques du titulaire

Le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers les prestations prévues par le marché, aux frais et risque du titulaire conformément aux dispositions prévues à l'article 54 du CCAG-TIC.

Article 14 : Règlement des différends

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché, s'efforceront de régler à l'amiable leurs différends éventuels relatifs aux dispositions du présent contrat, avant tout recours auprès des juridictions administratives compétentes.

Tribunal administratif d'Orléans

28 Rue de la Bretonnerie

45057 Orléans

Téléphone : 02.38.77.59.00

Article 15 : Dérogations

L'article 14 du présent CCAP, déroge à l'article 42 du CCAG-TIC